Le 5 novembre 2026

Pour publication immédiate

QUÉBECOR INC. ANNONCE SES RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2026

Montréal (Québec) – Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») communique aujourd'hui ses résultats financiers consolidés pour le troisième trimestre 2026.

Faits saillants du troisième trimestre 2026

- Québecor a enregistré au troisième trimestre 2026 des flux de trésorerie d'exploitation ajustés[1] de 529,7 M$, en hausse de 67,3 M$ (14,6 %), un BAIIA ajusté[2] de 706,7 M$, en hausse de 78,6 M$ (12,5 %), et des revenus de 1,45 G$, en hausse de 49,2 M$ (3,5 %), par rapport au même trimestre 2025. Ces résultats reflètent principalement la solide performance des secteurs Télécommunications et Média ainsi que l'impact favorable de 31,5 M$ lié à la rémunération à base d'actions.
- Le secteur Télécommunications a affiché pour sa part des hausses de 34,7 M$ (7,9 %) de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés, de 45,0 M$ (7,5 %) de son BAIIA ajusté et de 51,4 M$ (4,2 %) de ses revenus, dont une progression de 43,1 M$ (9,6 %) de ses revenus de services de téléphone mobile et de 9,3 M$ (3,0 %) de ses revenus de services d'accès Internet. De plus, le revenu mensuel moyen mobile par unité (« RMPU mobile »)[3] a augmenté de 2,9 %, marquant une quatrième hausse trimestrielle consécutive et une amélioration séquentielle.
- Augmentation nette de 136 700 lignes (3,0 %) en téléphonie mobile, soit la plus importante hausse trimestrielle en nombre de lignes depuis le lancement du service mobile en 2010.
- Au troisième trimestre 2026, le BAIIA ajusté du secteur Média a augmenté de 16,3 M$ (69,7 %), tandis que celui du secteur Sports et divertissement a diminué de 0,9 M$ (-6,0 %).
- Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Québecor de 296,4 M$ (1,33 $ par action de base), en hausse de 60,3 M$ (0,30 $ par action de base) ou 25,5 %.
- Bénéfice net ajusté[4] de 294,1 M$ (1,32 $ par action de base), en hausse de 52,5 M$ (0,27 $ par action de base) ou 21,7 %.
- Baisse du ratio d'endettement net consolidé[5] à 2,69x, qui demeure le plus bas parmi les principales entreprises de l'industrie des télécommunications au Canada.
- Le 3 septembre 2026, Québecor a conclu une nouvelle entente de sous-licence avec Rogers Communications (« Rogers ») pour les droits francophones de diffusion des matchs de la Ligue nationale de hockey (« LNH ») pour une période de 12 ans. En vigueur de la saison 2026-2027 jusqu'à la saison 2037-2038, cette entente permet à TVA Sports de consolider son rôle de diffuseur francophone officiel de la LNH, assurant ainsi la continuité d'une offre de référence pour suivre le hockey en français, au Québec et au Canada. De plus, la plateforme illico+ s'ajoutera à l'écosystème de diffusion dans la perspective de la multiplication des plateformes.
- Le 1er octobre 2026, Vidéotron Ltée (« Vidéotron ») a annoncé l'agrandissement de sa zone d'abonnement aux services sans fil dans plusieurs communautés de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent, offrant ainsi à plus de 25 000 résidents une véritable alternative concurrentielle en matière de téléphonie mobile.

---

[1] Voir « Définitions – Flux de trésorerie d'exploitation ajustés ».

[2] Voir « Définitions – BAIIA ajusté ».

[3] Voir « Définitions – Indicateurs clés de rendement ».

[4] Voir « Définitions – Bénéfice net ajusté ».

[5] Voir « Définitions – Ratio d'endettement net consolidé ».

- Le 24 juillet 2026, Freedom Mobile (« Freedom ») a annoncé l'accès à son réseau 5G+ sans frais supplémentaires pour les clients de l'ensemble de ses forfaits, sous réserve de disposer d'un appareil et d'une carte SIM compatibles et de se trouver dans une zone de couverture admissible. Freedom a également poursuivi le déploiement de ses réseaux 5G et 5G+ en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, améliorant ainsi la connectivité de plus de 500 000 Canadiens supplémentaires.
- Au cours du troisième trimestre 2026, Vidéotron a remboursé un montant total de 200,0 M$ sur la troisième tranche de sa facilité de crédit à terme. Un remboursement additionnel de 100,0 M$ a été effectué le 6 octobre 2026. À la suite de ces remboursements, le solde de la facilité a été réduit de 400,0 M$ à 100,0 M$.

Déclaration de Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor :

« Québecor a réalisé une excellente performance au troisième trimestre 2026, comme en témoignent les hausses de 14,6 % de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés, de 12,5 % de son BAIIA ajusté et de 3,5 % de ses revenus. Ces résultats reflètent la forte contribution des secteurs Télécommunications et Média, ainsi que l'effet favorable de 31,5 M$ lié à la rémunération à base d'actions. Témoignant de notre discipline financière et de notre rigueur opérationnelle, ce solide rendement, jumelé au bilan le plus solide de l'industrie, nous a permis de réduire notre dette nette consolidée de plus de 220 M$ au troisième trimestre et d'abaisser notre ratio d'endettement net consolidé à 2,69x au 30 septembre 2026, soit le plus bas, et de loin, parmi les principales entreprises de télécommunications au Canada.

Le secteur Télécommunications s'est de nouveau démarqué avec des hausses de 7,9 % de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés, de 7,5 % de son BAIIA ajusté et de 4,2 % de ses revenus. La croissance des revenus a été propulsée par les services de téléphonie mobile et d'accès Internet, qui ont enregistré des progressions respectives de 9,6 % et de 3,0 %.

En téléphonie mobile, nous avons franchi un nouveau sommet avec une augmentation nette de 136 700 lignes, ou 3,0 %, soit la plus importante hausse trimestrielle en nombre de lignes depuis le lancement du service mobile en 2010. Nos trois marques, Vidéotron, Freedom et Fizz, ont contribué à ce résultat record, qui reflète à la fois le succès de notre expansion pancanadienne, la vigueur de notre croissance organique au Québec et la pertinence de nos choix stratégiques dans un marché fortement concurrentiel. La valeur et l'attrait de nos offres continuent de nous démarquer, favorisant à la fois l'acquisition de nouveaux abonnés et la fidélisation de notre clientèle. Parallèlement, le RMPU mobile a progressé de 1,03 $, ou 2,9 %, soit une quatrième hausse trimestrielle consécutive et une augmentation séquentielle, qui illustre notre capacité à conjuguer croissance de la clientèle et augmentation du revenu moyen par abonné.

Pour toujours mieux répondre aux besoins de nos clients, nous poursuivons nos investissements afin d'accroître la performance, la capacité et la couverture de nos réseaux. Freedom a notamment continué l'expansion de ses réseaux 5G et 5G+ en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, offrant ainsi une connectivité améliorée à plus de 500 000 Canadiennes et Canadiens supplémentaires. De plus, l'accès au réseau 5G+ de Freedom a été étendu aux clients de tous ses forfaits, sans frais supplémentaires pour la clientèle disposant d'un appareil et d'une carte SIM compatibles et se trouvant dans une zone de couverture admissible. Au Québec, Vidéotron a élargi en octobre sa zone d'abonnement aux services sans fil dans plusieurs communautés de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent. Plus de 25 000 résidents supplémentaires peuvent désormais bénéficier de nos offres concurrentielles en téléphonie mobile. Ces avancées concrétisent notre engagement à rendre les technologies sans fil de pointe accessibles à davantage de Canadiennes et Canadiens et à leur offrir une véritable alternative concurrentielle.

Dans le secteur Média, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») a affiché un BAIIA ajusté de 32,8 M$, en hausse de 14,3 M$ par rapport au troisième trimestre 2025. Cette amélioration découle principalement des économies réalisées dans le cadre des diverses initiatives de réduction des coûts, dont la baisse des coûts de contenu, de la hausse des revenus d'abonnement de la chaîne TVA Sports, portée par TVA Sports Direct et les nouvelles ententes sur les taux de redevance, ainsi que de la comptabilisation de l'estimation du soutien découlant du nouveau crédit d'impôt pour les médias d'information québécois. Tout en accueillant favorablement ces résultats, nous demeurons prudents et disciplinés compte tenu des défis persistants de l'industrie, en particulier sur le plan des revenus publicitaires.

Maintenant le cap sur des choix de programmation à la fois performants et responsables, Groupe TVA a dominé le marché télévisuel québécois au troisième trimestre avec 43,5 parts de marché, en hausse de 2,3 parts par rapport à la même période de 2025, tandis que le Réseau TVA a consolidé sa position de tête avec 23,1 parts, en progression de 1,0 part, porté notamment par le succès d'émissions phares telles que *Chanteurs masqués* et *Indéfendable*. Du côté de l'information, LCN est demeurée la chaîne spécialisée la plus regardée au Québec avec 9,2 parts de marché, en hausse de 1,2 part. Avec le Réseau TVA, elle a également confirmé son rôle de référence pour la couverture de l'actualité politique. Les émissions *Face-à-face 2026* et *Québec 2026* ont d'ailleurs été le débat des chefs et la soirée électorale les plus regardés de la dernière campagne électorale.

Par ailleurs, une nouvelle entente de sous-licence de 12 ans a été conclue avec Rogers pour les droits francophones de diffusion des matchs de la LNH jusqu'à la saison 2037-2038. Cette entente consolide le rôle de TVA Sports comme référence pour les amateurs de hockey au Québec et au Canada. Dans un contexte marqué par l'évolution des habitudes de consommation et la diversification des plateformes, illico+ s'ajoutera à l'écosystème de diffusion.

La performance supérieure de nos activités, la qualité de nos actifs et la force de nos marques nous permettent d'aborder l'avenir avec confiance. Forts de notre solidité financière, nous poursuivons notre expansion pancanadienne tout en maintenant une allocation disciplinée du capital afin de créer une valeur durable pour toutes nos parties prenantes.

Mesures non normalisées selon les IFRS

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres et le ratio d'endettement net consolidé ainsi que des indicateurs clés de rendement, dont l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et le RMPU mobile. Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société, dans ce communiqué, sont présentées dans la section « Définitions ».

Tableau financier

Tableau 1
Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan
(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Résultats				
Revenus :				
Télécommunications	**1 267,6 $**	1 216,2 $	**3 719,1 $**	3 563,1 $
Média	**154,2**	152,1	**495,5**	491,1
Sports et divertissement	**64,5**	68,3	**161,9**	169,5
Intersectoriels	**(31,6)**	(31,1)	**(86,4)**	(94,7)
	1 454,7	1 405,5	**4 290,1**	4 129,0
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	**647,5**	602,5	**1 908,8**	1 793,4
Média	**39,7**	23,4	**64,3**	14,1
Sports et divertissement	**14,1**	15,0	**19,0**	23,2
Siège social	**5,4**	(12,8)	**(81,4)**	(47,9)
	706,7	628,1	**1 910,7**	1 782,8
Amortissement	**(219,0)**	(213,6)	**(645,8)**	(642,7)
Frais financiers	**(79,5)**	(85,0)	**(235,2)**	(263,5)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	**(1,8)**	(8,1)	**(8,2)**	(27,4)
Autres éléments	**3,3**	0,1	**42,6**	8,7
Impôts sur le bénéfice	**(107,1)**	(82,8)	**(261,9)**	(218,7)
Bénéfice net	**302,6 $**	238,7 $	**802,2 $**	639,2 $
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	**296,4 $**	236,1 $	**792,7 $**	644,5 $
Bénéfice net ajusté	**294,1**	241,6	**754,9**	653,5
Par action de base :				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	**1,33**	1,03	**3,53**	2,80
Bénéfice net ajusté	**1,32**	1,05	**3,36**	2,84

Tableau 1 (suite)	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Dépenses en immobilisations :				
Télécommunications	**172,4**	**$** 162,1 $	**470,5**	**$** 454,1 $
Média	**3,3**	2,3	**8,7**	6,2
Sports et divertissement	**1,2**	1,1	**4,2**	3,8
Siège social	**0,1**	0,2	**0,2**	0,2
	177,0	165,7	**483,6**	464,3
Flux de trésorerie :				
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés :				
Télécommunications	**475,1**	440,4	**1 438,3**	1 339,3
Média	**36,4**	21,1	**55,6**	7,9
Sports et divertissement	**12,9**	13,9	**14,8**	19,4
Siège social	**5,3**	(13,0)	**(81,6)**	(48,1)
	529,7	462,4	**1 427,1**	1 318,5
Flux de trésorerie libres[1]	**422,3**	443,9	**1 076,5**	1 056,6
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	**592,8**	581,8	**1 582,7**	1 540,0

	30 sept. 2026	31 déc. 2025
Bilan		
Espèces et quasi-espèces	**135,3**	$ 160,6 $
Fonds de roulement	**(637,8)**	(233,2)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés	**87,7**	24,3
Actif total	**12 990,7**	12 812,2
Emprunts à court terme	**645,8**	–
Dette à long terme totale (y compris la portion à court terme)	**5 935,3**	6 824,3
Obligations locatives (court et long terme)	**423,3**	410,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	**2 882,2**	2 625,0
Capitaux propres	**3 124,3**	2 737,0
Ratio d'endettement net consolidé	**2,69x**	2,95x

[1] Voir « Définitions – Flux de trésorerie libres ».

Comparaison des troisièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 1,45 G$, en hausse de 49,2 M$ (3,5 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (51,4 M$ ou 4,2 % des revenus du secteur) et Média (2,1 M$ ou 1,4 %).
- Diminution dans le secteur Sports et divertissement (3,8 M$ ou -5,6 %).

BAIIA ajusté de 706,7 M$, en hausse de 78,6 M$ (12,5 %), dont l'impact favorable de 31,5 M$ lié à la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société, principalement attribuable à l'impact de la baisse du cours de l'action de Québecor au troisième trimestre 2026, comparativement à une hausse du titre à la même période de 2025.

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (45,0 M$ ou 7,5 % du BAIIA ajusté du secteur) et Média (16,3 M$ ou 69,7 %).
- Écart favorable au siège social (18,2 M$), dû essentiellement à la rémunération à base d'actions.
- Baisse dans le secteur Sports et divertissement (0,9 M$ ou -6,0 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 296,4 M$ (1,33 $ par action de base), en hausse de 60,3 M$ (0,30 $ par action de base) ou 25,5 %.

- Les écarts favorables s'expliquent surtout par :
  - la hausse de 78,6 M$ du BAIIA ajusté;
  - la diminution de 6,3 M$ liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres;
  - la diminution de 5,5 M$ liée aux frais financiers.
- Les écarts défavorables s'expliquent par :
  - la hausse de 24,3 M$ de la charge d'impôts sur le bénéfice;
  - la hausse de 5,4 M$ liée à la charge d'amortissement;
  - l'écart défavorable de 3,6 M$ des participations ne donnant pas le contrôle.

Bénéfice net ajusté de 294,1 M$ (1,32 $ par action de base), en hausse de 52,5 M$ (0,27 $ par action de base) ou 21,7 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 529,7 M$, en hausse de 67,3 M$ (14,6 %), expliquée par la hausse de 78,6 M$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 11,3 M$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 592,8 M$, en hausse de 11,0 M$ (1,9 %), principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, à la diminution des impôts exigibles et à la baisse de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation.

Comparaison des neuf premiers mois 2026 et 2025

Revenus de 4,29 G$, en hausse de 161,1 M$ (3,9 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (156,0 M$ ou 4,4 % des revenus du secteur) et Média (4,4 M$ ou 0,9 %).
- Diminution dans le secteur Sports et divertissement (7,6 M$ ou -4,5 %).

BAIIA ajusté de 1,91 G$, en hausse de 127,9 M$ (7,2 %), dont l'impact défavorable de 55,3 M$ lié à la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société, principalement attribuable à la hausse importante du cours de l'action de Québecor.

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (115,4 M$ ou 6,4 % du BAIIA ajusté du secteur) et Média (50,2 M$).
- Écart défavorable au siège social (33,5 M$), dû essentiellement à la rémunération à base d'actions.
- Baisse dans le secteur Sports et divertissement (4,2 M$).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 792,7 M$ (3,53 $ par action de base), en hausse de 148,2 M$ (0,73 $ par action de base) ou 23,0 %.

- Les écarts favorables s'expliquent par :
    - la hausse de 127,9 M$ du BAIIA ajusté ;
    - l'écart favorable de 33,9 M$ lié aux autres éléments ;
    - la diminution de 28,3 M$ liée aux frais financiers ;
    - la diminution de 19,2 M$ liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres.
- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
    - la hausse de 43,2 M$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
    - l'écart défavorable de 14,8 M$ des participations ne donnant pas le contrôle.

Bénéfice net ajusté de 754,9 M$ (3,36 $ par action de base), en hausse de 101,4 M$ (0,52 $ par action de base) ou 15,5 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,43 G$, en hausse de 108,6 M$ (8,2 %), expliquée par l'augmentation de 127,9 M$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 19,3 M$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,58 G$, en hausse de 42,7 M$ (2,8 %), principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, à la baisse de la portion monétaire des frais financiers et à la diminution de la portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et par la hausse des impôts exigibles.

Opérations de financement

Au cours du troisième trimestre 2026, Vidéotron a remboursé un montant total de 200,0 M$ sur la troisième tranche de sa facilité de crédit à terme. Le 6 octobre 2026, Vidéotron a remboursé un montant supplémentaire de 100,0 M$ de sa facilité de crédit à terme. À la suite de ces remboursements, le solde de la facilité a été réduit de 400,0 M$ à 100,0 M$.

Capital-actions

Le 6 août 2025, le conseil d'administration de la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 5 000 000 actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B ») représentant environ 3,2 % des actions catégorie B émises et en circulation le 1er août 2025. Le 13 mai 2026, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions catégorie B qui lui est permis de racheter à 7 000 000 actions catégorie B, représentant environ 4,5 % des actions catégorie B détenues dans le public le 1er août 2025. Toutes les actions ainsi rachetées ont été annulées.

Le 5 août 2026, le conseil d'administration de la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 7 000 000 actions catégorie B représentant environ 4,7 % des actions catégorie B émises et en circulation le 31 juillet 2026. Les rachats pourront être effectués entre le 15 août 2026 et le 14 août 2027, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Au cours des neuf premiers mois de 2026, la Société a racheté et annulé 3 899 900 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 237,6 M$ (3 740 908 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 140,0 M$ en 2025) et 24 333 actions catégorie B ont été émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions, pour une contrepartie totale en espèces de 0,8 M$ (217 221 actions catégorie B émises pour une contrepartie totale en espèces de 6,6 M$ en 2025).

Dividendes déclarés

Le 4 novembre 2026, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,45 $ par action sur les actions catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 15 décembre 2026 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 20 novembre 2026. Ce dividende est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe 89(14) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et à son équivalent provincial.

Information financière détaillée

Pour une analyse détaillée des résultats du troisième trimestre 2026 de Québecor, le lecteur peut consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés résumés de Québecor qui sont disponibles sur son site à l'adresse <www.quebecor.com/fr/investisseurs/documents-financiers> ou sur le site Internet de SEDAR+ à l'adresse <www.sedarplus.ca>.

Téléconférence des investisseurs et diffusion sur Internet

Le 5 novembre 2026, à 9 h (HNE), aura lieu une téléconférence sur les résultats de Québecor pour le troisième trimestre 2026, avec une période de questions réservée aux analystes financiers. On peut y accéder en composant le 1 800 990-4777. La téléconférence sera diffusée en direct sur le site Internet de Québecor à l'adresse <www.quebecor.com/fr/investisseurs/conferences-et-assemblee>. À cette même adresse, une version enregistrée (en anglais seulement) sera disponible jusqu'au 3 février 2027 pour ceux qui seraient dans l'impossibilité d'assister à cette conférence téléphonique.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent communiqué qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de Québecor dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire », ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes, ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultantes réelles et celles mentionnées dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- la fluctuation de la conjoncture économique et politique en général, les conditions des marchés financiers et économiques, y compris le contexte hyperinflationniste en Turquie, les défis commerciaux mondiaux, tels que les tarifs douaniers et les barrières commerciales, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active et sa capacité à pénétrer de nouveaux marchés et à développer avec succès ses activités, y compris dans les domaines en expansion et dans de nouvelles régions géographiques ;
- la fragmentation de l'univers des médias et son impact sur le marché publicitaire et les propriétés médias de Québecor ;
- de nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor ;
- les impacts liés à la cybersécurité et au maintien de la protection des renseignements personnels ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires au développement du réseau de Québecor ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- les impacts des investissements importants et récurrents qui seront nécessaires pour le développement et l'expansion et pour concurrencer efficacement les entreprises de services locaux titulaires et les autres concurrents actuels ou potentiels dans les marchés visés par le secteur Télécommunications ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de vidéo sur demande par abonnement (VSDA), ainsi que la capacité de Québecor de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves, les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les crises de santé publique et l'instabilité politique dans certains pays ;
- les changements dans la capacité de Québecor d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- les impacts liés aux enjeux environnementaux ;

- des changements aux lois et aux règlements (ou dans leurs interprétations) qui pourraient entraîner, entre autres, une concurrence accrue, une évolution dans les marchés de Québecor, une hausse de frais d'exploitation, de dépenses en immobilisations ou de charges fiscales, ou une réduction de la valeur de certains actifs ; et
- le niveau de l'endettement de Québecor, les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez consulter les documents publics déposés par la Société, lesquels sont disponibles à <www.sedarplus.ca> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, les rubriques « Informations sur les tendances » et « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent document reflètent les attentes de la Société au 5 novembre 2026 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

À propos de Québecor

Chef de file canadien des télécommunications, du divertissement, des médias d'information et de la culture, Québecor est l'une des entreprises de communication intégrées les plus performantes de l'industrie. Portées par la volonté de faire vivre la meilleure expérience qui soit à ses clients, toutes les filiales et marques de Québecor se distinguent par une offre de produits et services de qualité, multiplateformes et convergents.

Québecor (TSX : QBR.A, QBR.B), dont le siège social est solidement implanté au Québec, emploie plus de 11 000 personnes au Canada.

Entreprise familiale fondée en 1950, Québecor a à cœur de s'impliquer activement dans sa communauté. Chaque année, elle s'investit auprès de plus de 400 organismes dans les domaines aussi essentiels que sont la culture, la santé, l'éducation, l'environnement et l'entrepreneuriat.

Visitez notre site Internet : <www.quebecor.com>

Suivez-nous sur X : <www.x.com/Quebecor>

– 30 –

Source :

Hugues Simard
Chef de la direction financière
Québecor inc. et Québecor Média inc.
hugues.simard@quebecor.com
514 380-7414

Renseignements :

Direction des communications
Québecor inc. et Québecor Média inc.
medias@quebecor.com
514 380-4572

DÉFINITIONS

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, les autres éléments et les impôts sur le bénéfice. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer les résultats consolidés de la Société ainsi que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte des dépenses en immobilisations et des acquisitions de licences de spectre nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte des dépenses en immobilisations, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2
Rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	**647,5 $**	602,5 $	**1 908,8 $**	1 793,4 $
Média	**39,7**	23,4	**64,3**	14,1
Sports et divertissement	**14,1**	15,0	**19,0**	23,2
Siège social	**5,4**	(12,8)	**(81,4)**	(47,9)
	706,7	628,1	**1 910,7**	1 782,8
Amortissement	**(219,0)**	(213,6)	**(645,8)**	(642,7)
Frais financiers	**(79,5)**	(85,0)	**(235,2)**	(263,5)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	**(1,8)**	(8,1)	**(8,2)**	(27,4)
Autres éléments	**3,3**	0,1	**42,6**	8,7
Impôts sur le bénéfice	**(107,1)**	(82,8)	**(261,9)**	(218,7)
Bénéfice net	**302,6 $**	238,7 $	**802,2 $**	639,2 $

Bénéfice net ajusté

La Société définit le bénéfice net ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, et les autres éléments, déduction faite des impôts sur le bénéfice et de la part des actionnaires sans contrôle afférents aux ajustements. Le bénéfice net ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice net ajusté pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure, puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice net ajusté est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice net ajusté peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 3 présente le rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 3

Rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Bénéfice net ajusté	**294,1 $**	241,6 $	**754,9 $**	653,5 $
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	**(1,8)**	(8,1)	**(8,2)**	(27,4)
Autres éléments	**3,3**	0,1	**42,6**	8,7
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements[1]	**0,6**	2,2	**2,5**	8,3
Part des actionnaires sans contrôle afférente aux ajustements	**0,2**	0,3	**0,9**	1,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	**296,4 $**	236,1 $	**792,7 $**	644,5 $

[1] Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d’exploitation ajustés et flux de trésorerie libres

Flux de trésorerie d’exploitation ajustés

Les flux de trésorerie d’exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre). Les flux de trésorerie d’exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d’intérêts et d’impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d’entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d’obligations locatives, et le rachat d’actions. Les flux de trésorerie d’exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s’agit pas d’une mesure destinée à remplacer des outils d’évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l’état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d’exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d’administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l’exploitation de l’ensemble des secteurs d’activité, en plus des flux de trésorerie d’exploitation générés par chacun d’entre eux. En outre, les flux de trésorerie d’exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition des flux de trésorerie d’exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d’autres entreprises.

Flux de trésorerie libres

Les flux de trésorerie libres représentent les flux de trésorerie générés par les activités d’exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre), plus le produit de l’aliénation d’éléments d’actif. Les flux de trésorerie libres sont utilisés par la direction et le conseil d’administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l’exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d’entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d’obligations locatives, et le rachat d’actions. Les flux de trésorerie libres ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s’agit pas d’une mesure destinée à remplacer des outils d’évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l’état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres de la Société peut différer de celle adoptée par d’autres entreprises.

Les tableaux 4 et 5 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d’exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres avec les flux de trésorerie générés par les activités d’exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 4
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)				
Télécommunications	**647,5 $**	602,5 $	**1 908,8 $**	1 793,4 $
Média	**39,7**	23,4	**64,3**	14,1
Sports et divertissement	**14,1**	15,0	**19,0**	23,2
Siège social	**5,4**	(12,8)	**(81,4)**	(47,9)
	706,7	628,1	**1 910,7**	1 782,8
Moins				
Dépenses en immobilisations[1] :				
Télécommunications	**(172,4)**	(162,1)	**(470,5)**	(454,1)
Média	**(3,3)**	(2,3)	**(8,7)**	(6,2)
Sports et divertissement	**(1,2)**	(1,1)	**(4,2)**	(3,8)
Siège social	**(0,1)**	(0,2)	**(0,2)**	(0,2)
	(177,0)	(165,7)	**(483,6)**	(464,3)
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés				
Télécommunications	**475,1**	440,4	**1 438,3**	1 339,3
Média	**36,4**	21,1	**55,6**	7,9
Sports et divertissement	**12,9**	13,9	**14,8**	19,4
Siège social	**5,3**	(13,0)	**(81,6)**	(48,1)
	529,7 $	462,4 $	**1 427,1 $**	1 318,5 $

[1] **Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations selon les états financiers consolidés résumés**

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Dépenses en immobilisations	**(177,0) $**	(165,7) $	**(483,6) $**	(464,3) $
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	**5,5**	27,4	**(24,3)**	(20,2)
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	**(171,5) $**	(138,3) $	**(507,9) $**	(484,5) $

Tableau 5
Flux de trésorerie libres et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 4	**529,7 $**	462,4 $	**1 427,1 $**	1 318,5 $
Plus (moins)				
Portion monétaire des frais financiers	**(77,4)**	(82,9)	**(228,8)**	(256,7)
Portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres	**(2,5)**	(4,6)	**(9,3)**	(23,5)
Impôts exigibles	**(40,4)**	(57,0)	**(233,5)**	(215,3)
Autres	**0,7**	1,0	**0,4**	0,8
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	**6,7**	97,6	**144,9**	253,0
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	**5,5**	27,4	**(24,3)**	(20,2)
Flux de trésorerie libres	**422,3**	443,9	**1 076,5**	1 056,6
Plus (moins)				
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre)	**171,5**	138,3	**507,9**	484,5
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	**(1,0)**	(0,4)	**(1,7)**	(1,1)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	**592,8 $**	581,8 $	**1 582,7 $**	1 540,0 $

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée se compose du total de la dette à long terme, des obligations locatives, des emprunts à court terme, des instruments financiers dérivés et des espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 6 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 6
Ratio d'endettement net consolidé
(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2026	31 déc. 2025
Dette à long terme totale[1]	**5 935,3 $**	6 824,3 $
Plus (moins)		
Obligations locatives[2]	**423,3**	410,6
Emprunts à court terme	**645,8**	–
Instruments financiers dérivés[3]	**(87,7)**	(24,3)
Espèces et quasi-espèces	**(135,3)**	(160,6)
Dette nette consolidée	**6 781,4**	7 050,0
Divisée par :		
BAIIA ajusté sur 12 mois	**2 521,1 $**	2 393,2 $
Ratio d'endettement net consolidé	**2,69x**	2,95x

1 Exclut les frais de financement.

2 Passif total.

3 Actif moins le passif.

Indicateurs clés de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente une ligne de téléphonie mobile ou filaire, ou encore un client aux services d'accès Internet ou de télédistribution. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Revenu mensuel moyen mobile par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit le RMPU mobile. Cet indicateur se calcule en divisant les revenus de services de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période. Le RMPU mobile n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action) (non audités)	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Revenus	**1 454,7 $**	1 405,5 $	**4 290,1 $**	4 129,0 $
Coûts liés au personnel	**166,3**	195,6	**658,3**	609,0
Achats de biens et services	**581,7**	581,8	**1 721,1**	1 737,2
Amortissement	**219,0**	213,6	**645,8**	642,7
Frais financiers	**79,5**	85,0	**235,2**	263,5
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	**1,8**	8,1	**8,2**	27,4
Autres éléments	**(3,3)**	(0,1)	**(42,6)**	(8,7)
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice	**409,7**	321,5	**1 064,1**	857,9
Impôts sur le bénéfice :				
Exigibles	**40,4**	57,0	**233,5**	215,3
Différés	**66,7**	25,8	**28,4**	3,4
	107,1	82,8	**261,9**	218,7
Bénéfice net	**302,6 $**	238,7 $	**802,2 $**	639,2 $
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux				
Actionnaires	**296,4 $**	236,1 $	**792,7 $**	644,5 $
Participations ne donnant pas le contrôle	**6,2**	2,6	**9,5**	(5,3)
Résultat par action attribuable aux actionnaires				
De base	**1,33 $**	1,03 $	**3,53 $**	2,80 $
Dilué	**1,29**	1,02	**3,44**	2,78
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	**223,4**	229,3	**224,8**	230,2
Nombre moyen pondéré d'actions diluées (en millions)	**229,4**	231,2	**230,3**	232,1

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Bénéfice net	**302,6 $**	238,7 $	**802,2 $**	639,2 $
Autres éléments du résultat global :				
Éléments pouvant être reclassés aux résultats :				
Couvertures de flux de trésorerie :				
(Perte) gain sur évaluation des instruments financiers dérivés	**(9,1)**	0,9	**(32,6)**	46,9
Impôts différés	**1,7**	(1,5)	**3,2**	(4,0)
Gain (perte) sur conversion des activités à l'étranger	**1,0**	(0,3)	**17,0**	(3,4)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux résultats :				
Instruments de capitaux propres :				
Gain (perte) sur réévaluation d'instruments de capitaux propres	**1,4**	(6,9)	**(5,3)**	15,1
Impôts différés	**(0,2)**	0,9	**0,7**	(2,0)
	(5,2)	(6,9)	**(17,0)**	52,6
Résultat global	**297,4 $**	231,8 $	**785,2 $**	691,8 $
Résultat global attribuable aux				
Actionnaires	**291,7 $**	229,2 $	**774,0 $**	697,1 $
Participations ne donnant pas le contrôle	**5,7**	2,6	**11,2**	(5,3)

QUÉBECOR INC.
INFORMATION SECTORIELLE

(en millions de dollars canadiens)
(non auditée)

Trois mois terminés le 30 septembre 2026

	Télécommunications	Média	Sports et divertissement	Siège social et intersectoriels	Total
Revenus	**1 267,6**	**$ 154,2**	**$ 64,5**	**$ (31,6)**	**$ 1 454,7** $
Coûts liés au personnel	**124,4**	**30,1**	**10,3**	**1,5**	**166,3**
Achats de biens et services	**495,7**	**84,4**	**40,1**	**(38,5)**	**581,7**
BAIIA ajusté[1]	**647,5**	**39,7**	**14,1**	**5,4**	**706,7**
Amortissement					**219,0**
Frais financiers					**79,5**
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres					**1,8**
Autres éléments					**(3,3)**
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice					**409,7** $
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	**167,4**	**$ 2,8**	**$ 1,2**	**$ 0,1**	**$ 171,5** $

Trois mois terminés le 30 septembre 2025

	Télécommunications	Média	Sports et divertissement	Siège social et intersectoriels	Total
Revenus	1 216,2	$ 152,1	$ 68,3	$ (31,1)	$ 1 405,5 $
Coûts liés au personnel	127,0	38,1	12,5	18,0	195,6
Achats de biens et services	486,7	90,6	40,8	(36,3)	581,8
BAIIA ajusté[1]	602,5	23,4	15,0	(12,8)	628,1
Amortissement					213,6
Frais financiers					85,0
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres					8,1
Autres éléments					(0,1)
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice					321,5 $
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	131,7	$ 5,2	$ 1,2	$ 0,2	$ 138,3 $

QUÉBECOR INC.
INFORMATION SECTORIELLE (suite)

(en millions de dollars canadiens)
(non auditée)

Neuf mois terminés le 30 septembre 2026

	Télécommu-nications	**Média**	**Sports et divertis-sement**	**Siège social et inter-sectoriels**	**Total**
Revenus	**3 719,1**	**$ 495,5**	**$ 161,9**	**$ (86,4)**	**$ 4 290,1**	**$**
Coûts liés au personnel	**406,4**	**118,1**	**39,2**	**94,6**	**658,3**	
Achats de biens et services	**1 403,9**	**313,1**	**103,7**	**(99,6)**	**1 721,1**	
BAIIA ajusté[1]	**1 908,8**	**64,3**	**19,0**	**(81,4)**	**1 910,7**	
Amortissement					**645,8**	
Frais financiers					**235,2**	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres					**8,2**	
Autres éléments					**(42,6)**	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice					**1 064,1**	**$**
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	**498,3**	**$ 5,2**	**$ 4,2**	**$ 0,2**	**$ 507,9**	**$**

Neuf mois terminés le 30 septembre 2025

	Télécommu-nications	Média	Sports et divertis-sement	Siège social et inter-sectoriels	Total
Revenus	3 563,1	$ 491,1	$ 169,5	$ (94,7)	$ 4 129,0	$
Coûts liés au personnel	384,5	128,4	38,6	57,5	609,0	
Achats de biens et services	1 385,2	348,6	107,7	(104,3)	1 737,2	
BAIIA ajusté[1]	1 793,4	14,1	23,2	(47,9)	1 782,8	
Amortissement					642,7	
Frais financiers					263,5	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres					27,4	
Autres éléments					(8,7)	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice					857,9	$
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	467,2	$ 13,3	$ 3,8	$ 0,2	$ 484,5	$

[1] Le chef de la direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure du profit pour évaluer le rendement de chaque secteur. Le BAIIA ajusté est une mesure non normalisée selon les IFRS et est définie comme étant le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la restructuration, la dépréciation d'actifs et autres, les autres éléments et les impôts sur le bénéfice.

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global		
Solde au 31 décembre 2024	1 041,2 $	17,4 $	1 143,6 $	(45,0) $	107,5 $	2 264,7 $
Bénéfice net (perte nette)	-	-	644,5	-	(5,3)	639,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	52,6	-	52,6
Dividendes	-	-	(241,5)	-	(0,4)	(241,9)
Rachat d'actions catégorie B	(24,6)	-	(115,4)	-	-	(140,0)
Émission d'actions catégorie B	6,6	2,2	-	-	-	8,8
Solde au 30 septembre 2025	1 023,2	19,6	1 431,2	7,6	101,8	2 583,4
Bénéfice net	-	-	211,5	-	10,1	221,6
Autres éléments du résultat global	-	-	-	89,4	0,1	89,5
Dividendes	-	-	(79,7)	-	-	(79,7)
Rachat d'actions catégorie B	(10,4)	-	(67,4)	-	-	(77,8)
Solde au 31 décembre 2025	1 012,8	19,6	1 495,6	97,0	112,0	2 737,0
Bénéfice net	-	-	792,7	-	9,5	802,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(18,7)	1,7	(17,0)
Dividendes	-	-	(280,7)	-	-	(280,7)
Rachat d'actions catégorie B	(25,7)	-	(211,9)	-	-	(237,6)
Émission d'actions catégorie B	0,8	0,7	-	-	-	1,5
Acquisition d'entreprise	-	-	-	-	118,9	118,9
Solde au 30 septembre 2026	**987,9 $**	**20,3 $**	**1 795,7 $**	**78,3 $**	**242,1 $**	**3 124,3 $**

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2026	2025	**2026**	2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	**302,6 $**	238,7 $	**802,2 $**	639,2 $
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations corporelles	**124,8**	127,9	**377,4**	381,4
Amortissement des actifs incorporels	**61,2**	52,3	**169,3**	164,0
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	**33,0**	33,4	**99,1**	97,3
Amortissement des frais de financement	**2,1**	2,1	**6,4**	6,8
Dépréciation d'actifs	**0,2**	3,6	**0,9**	5,1
Quote-part des résultats dans les entreprises associées	**(1,6)**	(0,1)	**(8,7)**	(8,7)
Gain sur la réévaluation d'une participation en capitaux propres	**-**	-	**(30,1)**	-
Impôts différés	**66,7**	25,8	**28,4**	3,4
Autres	**(2,9)**	0,5	**(7,1)**	(1,5)
	586,1	484,2	**1 437,8**	1 287,0
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités d'exploitation	**6,7**	97,6	**144,9**	253,0
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	**592,8**	581,8	**1 582,7**	1 540,0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépenses en immobilisations	**(171,5)**	(138,3)	**(507,9)**	(484,5)
Subventions différées (utilisées) reçues pour financer les dépenses en immobilisations	**(11,5)**	(4,6)	**(19,6)**	10,3
Acquisition d'entreprises, net des espèces et quasi-espèces acquises	**-**	-	**(91,3)**	-
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	**1,0**	0,4	**1,7**	1,1
Autres	**4,2**	0,8	**9,7**	2,0
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	**(177,8)**	(141,7)	**(607,4)**	(471,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette des emprunts à court terme	**(16,4)**	(3,4)	**575,1**	(6,7)
Variation nette des facilités de crédit renouvelable, déduction faite des frais de financement	**15,4**	(59,4)	**22,7**	-
Remboursement de la dette à long terme	**(200,0)**	-	**(1 000,0)**	(400,0)
Remboursement d'obligations locatives	**(34,1)**	(33,3)	**(97,1)**	(93,5)
Émission d'actions catégorie B	**-**	5,3	**0,8**	6,6
Rachat d'actions catégorie B	**(52,7)**	(49,3)	**(237,6)**	(140,0)
Dividendes	**(100,5)**	(80,7)	**(280,7)**	(241,9)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	**(388,3)**	(220,8)	**(1 016,8)**	(875,5)
Variation nette des espèces, quasi-espèces et espèces affectées	**26,7**	219,3	**(41,5)**	193,4
Incidence de conversion sur les espèces et quasi-espèces en devises étrangères	**(0,5)**	-	**(3,4)**	-
Espèces, quasi-espèces et espèces affectées au début de la période	**124,7**	70,1	**195,8**	96,0
Espèces, quasi-espèces et espèces affectées à la fin de la période	**150,9 $**	289,4 $	**150,9 $**	289,4 $

QUÉBECOR INC.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

	30 septembre 2026		31 décembre 2025	
Actif				
Actif à court terme				
Espèces et quasi-espèces	**135,3**	**$**	160,6	$
Espèces affectées	**15,6**		35,2	
Débiteurs	**1 088,1**		1 067,8	
Actifs liés à des contrats	**92,5**		109,2	
Stocks	**380,6**		414,3	
Instruments financiers dérivés	**12,4**		-	
Autres éléments d'actif à court terme	**195,3**		195,2	
	1 919,8		1 982,3	
Actif à long terme				
Immobilisations corporelles	**3 219,2**		3 282,7	
Actifs incorporels	**3 666,0**		3 441,9	
Actifs liés au droit d'utilisation	**385,6**		374,1	
Écart d'acquisition	**2 891,9**		2 713,4	
Instruments financiers dérivés	**79,1**		57,9	
Impôts différés	**51,1**		42,0	
Autres éléments d'actif	**778,0**		917,9	
	11 070,9		10 829,9	
Total de l'actif	**12 990,7**	**$**	12 812,2	$
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme				
Emprunts à court terme	**645,8**	**$**	-	$
Créditeurs, charges à payer et provisions	**1 150,1**		1 142,2	
Revenus différés	**376,5**		376,3	
Autres éléments de passif à court terme	**63,2**		95,6	
Tranche à court terme de la dette à long terme	**204,9**		491,6	
Tranche à court terme des obligations locatives	**117,1**		109,8	
	2 557,6		2 215,5	
Passif à long terme				
Dette à long terme	**5 703,3**		6 301,5	
Obligations locatives	**306,2**		300,8	
Instruments financiers dérivés	**3,8**		33,6	
Impôts différés	**911,5**		871,7	
Autres éléments de passif	**384,0**		352,1	
	7 308,8		7 859,7	
Capitaux propres				
Capital-actions	**987,9**		1 012,8	
Surplus d'apport	**20,3**		19,6	
Bénéfices non répartis	**1 795,7**		1 495,6	
Cumul des autres éléments du résultat global	**78,3**		97,0	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	**2 882,2**		2 625,0	
Participations ne donnant pas le contrôle	**242,1**		112,0	
	3 124,3		2 737,0	
Total du passif et des capitaux propres	**12 990,7**	**$**	12 812,2	$